Patrick Martin sur LCI : « Il faut que l'Europe et la France se donnent les moyens de leurs ambitions »

Publié le 31 mars 2025

Invité de l'événement du dimanche sur LCI, le 30 mars dernier, Patrick Martin est revenu sur la lettre envoyée à certaines entreprises françaises par les Etats-Unis. Il a également évoqué la conjoncture économique, la concurrence chinoise et bien sûr le conclave sur la réforme des retraites.

Sur la lettre adressée à certaines entreprises françaises leur demandant de s'engager à ne plus pratiquer de programmes de diversité

Pour Patrick Martin, « *c'est inadmissible parce que cela traduit une dérive du gouvernement américain, qui veut signifier une emprise sur l'économie mondiale et sur les valeurs européennes. On ne peut pas s'incliner devant cet oukase. Nous avons des valeurs, nous avons des règles, nous nous devons de les respecter. Il est hors de question d'y renoncer. (…) Une délégation du Medef s'est rendue aux Etats-Unis il y a trois semaines pour essayer de bien comprendre ce qui se passe. Et sincèrement, il y a des sensibilités diverses, des nuances d'appréciation entre l'Etat et les entreprises privées. À l'intérieur même de l'Etat, on sent que d'un interlocuteur à l'autre, les positions ne sont pas aussi arrêtées que cela. Je crois que c'est dans la manière de faire de Donald Trump d'être très péremptoire, d'être très outrancier. Donc, il faut prendre un peu de recul par rapport à tout ça. Par ailleurs, il y a une sérieuse corde de rappel qui est l'économie américaine elle-même. La nature reprend toujours ses droits. Le marché de l'emploi américain se retourne, l'inflation redémarre. Et comme tous les Américains, au titre de leur retraite, sont actionnaires, si les cours de Bourse se dégradent, peut-être qu'il y aura un rappel aux réalités de la part des citoyens eux-mêmes. Et puis il y a des élections de midterms en novembre 2026. Donc, il ne faut pas mettre de l'huile sur le feu, mais il faut être très ferme quant à la réaffirmation de nos intérêts et de nos valeurs. (…) A un moment donné, il faut, dans le cadre d'un dialogue respectueux mais très ferme, rappeler nos intérêts, rappeler nos valeurs et signifier aux Etats-Unis que l'Europe n'est pas une variable d'ajustement, ni des politiques commerciales, ni des politiques financières, ni des stratégies dogmatiques* ».

Sur les menaces d'augmentation des droits de douane sur les voitures

« *Si je comprends bien ce que dit le Président Trump, c'est un mauvais moment à passer et un point de passage obligé pour réarmer les États-Unis en matière industrielle. Moi, je pense que l'économie américaine est incapable de se remettre à niveau d'ici les élections de midterms. Et quand on entend que le prix des véhicules américains augmenterait de 8 000 à 10 000 Dollars, je pense que les consommateurs eux-mêmes vont y réfléchir à deux fois. (…) Les Etats-Unis sont une grande démocratie. Et les Américains sont, par excellence, pragmatiques. Donc, s'ils sont touchés à leur portefeuille, s'ils sont touchés dans leurs emplois on peut compter sur eux. On peut espérer, qu'ils rappellent le Président à certaines réalités économiques. (…) L'Europe est quand même, de très loin, le premier client des États-Unis. Et donc, nous avons tous les arguments pour engager des discussions et revenir à la raison. (…) Bien sûr, il faut négocier pied-à-pied sur les mesures douanières, mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, c'est de remettre à niveau l'économie européenne, et l'économie française en investissant sur la formation, sur l'innovation, sur la compétitivité, de sorte qu'on rétablisse un rapport de force, que ce soit avec les Etats-Unis ou avec la Chine, et qu'à partir de là, les négociations soient plus équilibrées. (…) Il y a un marché américain qui est considérable, qui, jusque-là, se porte bien. Quand on voit au fil des ans le décrochage du revenu par habitant entre la France et les États-Unis, un chef d'entreprise, qui veut faire prospérer et durer son entreprise,*

ne peut pas ne pas prendre en compte ce qui existe aux États-Unis en termes de prix de l'énergie, en termes de réglementation, en termes d'incitation aux investissements. Mais la réponse, se doit surtout d'être offensive. Il y a urgence à ce que l'Union européenne, et tout prioritairement la France, se remette à niveau en termes d'innovation, de compétitivité. C'est cela qui dopera le pouvoir d'achat et l'emploi ».

Sur la conjoncture économique en France et la concurrence chinoise

« *Les derniers chiffres de l'emploi ne sont pas satisfaisants. Les derniers chiffres de la croissance ne sont pas satisfaisants. Je m'étais risqué à faire des hypothèses assez pessimistes dès la fin de l'été dernier. Malheureusement, les chiffres confirment ce que je pronostiquais. Est-on résigné pour autant ? Non, certainement pas, parce que les voies de sortie existent. Nous, on veut que ce pays réussisse, que l'Europe réussisse. Mais ça suppose, de la part des pouvoirs publics, de faire des choix courageux. (…) Il y a clairement deux catégories de patrons, il y a ceux qui dépendent essentiellement, voire exclusivement, du marché domestique. Et puis il y a ceux qui sont ouverts au monde et qui ont eu bien raison de s'ouvrir au monde. Moi ce qui m'intéresse, c'est la réalité des faits. Et ce qu'on a fait en Chine, par exemple, avec le ministre des Affaires étrangères, va dans le bon sens. On n'a pas remporté la victoire définitive qu'on espérait, mais on a compris, que les Chinois prenaient un peu de recul par rapport à ce qu'ils mettaient en place pour taxer très lourdement le cognac. C'est comme ça qu'il faut travailler. Il faut être dans le dialogue, il faut avoir des positions respectueuses mais fermes, et puis ne pas désespérer. (…) Les Chinois ne perdent pas de vue qu'ils ont un excédent commercial de 300 milliards d'Euros sur l'Union Européenne, 46 milliards d'Euros sur la France, et qu'à un moment donné, il faut savoir jusqu'où ne pas aller trop loin. Il faut respecter la Chine, c'est un pays infiniment puissant. On fête les 60 ans de reconnaissance de la Chine par la France. Donc, il faut savoir, prendre un petit peu de temps sans renier, ni nos intérêts, ni nos valeurs. C'est ce qui a été fait par le ministre des Affaires étrangères. Par ailleurs, il faut être attentif à ce que l'Europe, sur le photovoltaïque, sur l'automobile, sur la chimie, qui est une filière totalement structurante. (…) Il faut que l'Europe, la France elle-même, se donnent les moyens de leurs ambitions pour ne pas être dans une situation de dépendance. La souveraineté, ça n'est pas un slogan. Ça doit être une réalité* ».

Sur le budget pour 2026

« *Le budget 2025 n'est déjà absolument pas satisfaisant pour les entreprises, mais plus globalement, pour l'économie du pays. Nous, ce à quoi on appelle, c'est à un réveil. Et finalement, il y a un certain nombre de baudruches ou de secrets de polichinelle dont il faut s'emparer. Je pense, par exemple, au financement de la protection sociale. Parce qu'il y a maintenant urgence, on va pousser un certain nombre de thèses pour qu'enfin des décisions soient prises. On est tous anesthésiés, y compris certains chefs d'entreprise, par un supposé modèle français qui est totalement à bout de souffle. Eh bien, les circonstances graves, menaçantes, au moins, ça a du bon, parce que ça nous oblige à nous réveiller. Bien sûr, il y a des échéances électorales qui faussent les analyses. Mais je suis très impressionné de voir que, par exemple, le sujet de la dette publique, des finances publiques remonte dans les préoccupations des Français alors que ces sujets étaient dans les profondeurs du classement auparavant. Je regarde par exemple la confiance qu'ont les Français dans la pérennité des régimes de retraite. Les mêmes, et on peut les comprendre, qui souhaitent que l'on revienne sur la dernière réforme à 61 %, se disent conscients que les régimes de retraite ne tiendront pas dans la durée. Donc, à un moment donné, il faut de manière objective, sereine, démocratique et républicaine, poser ces sujets et je crois que c'est une des responsabilités du patronat, du Medef, que de contribuer à ce débat. D'autant plus que la cote de confiance qu'ont nos concitoyens dans les entreprises n'a jamais été aussi* élevée. *Concernant la défense, on parle d'un effort considérable de l'ordre de 50 milliards d'euros par an. C'est énorme. Donc à un moment donné, il va falloir dégrader les régimes sociaux pour financer l'effort de défense. En 1974, les dépenses sociales représentaient 18 % du produit intérieur brut. On est dorénavant à 32 %. Donc il y a un principe de réalité à un moment donné. Et je crois que, y compris les organisations syndicales partagent le diagnostic même si nous ne partageons pas les remèdes. (…) Le financement de la protection sociale pèse sur les entreprises et sur les salariés, beaucoup plus que dans n'importe quel autre pays. Quant au niveau des dépenses publiques je suis très frappé de voir que des pays européens, comme les Pays-*

Bas, sont à 42 % de dépenses publiques quand on est à 57 %. Si on était à 42 % de dépenses publiques, on dégagerait 450 milliards d'euros par an. Ça permettrait de voir venir, d'augmenter les salaires, d'investir et d'être plus compétitif au niveau mondial. C'est possible. Le moment est venu de le faire. »

Sur la réserve militaire

« *Au Medef, on est très en flèche sur ces sujets-là et depuis bien longtemps. On est très conscient des différents enjeux que cela recouvre. J'appelle nos entreprises qui ne se sont pas déjà penchées sur le sujet, à libérer du temps pour leurs salariés de plus en plus nombreux, qui veulent s'impliquer dans la réserve opérationnelle. On se doit tous de contribuer à cet effort. A fortiori, dans les circonstances qu'on traverse, il faut que toute la nation se mobilise sans que ce soit au détriment de la protection sociale, sans que ce soit au détriment de l'équilibre des finances publiques.* »

Sur le conclave sur les retraites

« *Ce qui se passe actuellement est exactement ce que j'avais dit, y compris publiquement, dès l'origine de l'installation de ce conclave, à savoir que le format n'était probablement pas le bon et que le périmètre des discussions qu'on nous confiait n'était probablement pas le bon. Parce que trop étroit... Le sujet de fond est celui du financement de la protection sociale. Le sujet des retraites est important, c'est 14 % du produit intérieur brut. Mais enfin, on se doit de s'interroger aussi sur les dépenses et le financement de la santé ou sur l'assurance chômage. Circonscrire le sujet au seul financement des retraites, même s'il est en soi très important, cela nous prive en quelque sorte de marges de manœuvre. On doit laisser aux partenaires sociaux leur autonomie. Il y a beaucoup de choses qui se passent... On a signé des accords l'année dernière sur les seniors, on a signé sur l'assurance chômage, on s'est accordé sur la revalorisation des retraites complémentaires. On avait signé précédemment un accord très important sur le partage de la valeur. Je ne dis pas qu'il faut nous laisser la nuit des temps puisqu'à nouveau la situation est grave et urgente. Mais plus on nous laissera discuter entre nous à l'abri des micros et des caméras et à l'abri du regard très inquisitorial du politique, plus on se donnera de chances d'aboutir. (...) Les partenaires sociaux sont capables de faire preuve de responsabilité. L'une des raisons pour lesquelles le MEDEF reste dans le conclave, c'est que, en termes de représentativité, le MEDEF, c'est 70 % du côté entreprise. Nous, ce qui nous importe, c'est de gagner en compétitivité. Les charges sociales sont trop lourdes sur les entreprises trop lourdes sur les salaires. A un moment donné, il faut que nous nous mettions d'accord avec nous-mêmes pour définir la perspective de long terme, qui est de doper la croissance dans ce pays et par voie de conséquence, de doper l'emploi et de revaloriser les salaires sans dégrader la compétitivité. (...) Pour les retraites, on a un impératif de retour à l'équilibre en 2030. C'est pour les retraités eux-mêmes et les futurs retraités, un impératif. D'autres pays européens ont mené des réformes sur l'âge de départ en retraite...à un moment donné, il faut appeler un chat un chat. On avait six cotisants pour un retraité en 1945, on n'est plus qu'à 1,7 donc immanquablement, alors que les entreprises et les salariés paient 60 % des retraites, à un moment donné, cela pèse sur l'emploi, sur les salaires, sur la compétitivité. Il faut qu'on en prenne acte et que, le plus consensuellement possible, les partenaires sociaux, et les politiques débouchent sur des solutions pérennes.* »

>> Revoir l'interview sur le site de TF1 Info